



Paris, le 10 juin 2011

**Communiqué**

Jean-Patrick GILLE, Secrétaire national à la famille

## **Plus de doute, la famille n'est vraiment pas une priorité pour la droite**

Le rapport de Brigitte Grésy (Igas) rendu public cette semaine est une nouvelle preuve du consensus actuel sur l'allongement du congé paternité. Il permettrait de mieux partager les tâches domestiques et les soins aux enfants dans les familles et de lutter contre les inégalités dans les entreprises et la société en général liées à la maternité.

Mais Roselyne Bachelot a fermé la porte hier à toute mesure progressiste. Elle prend prétexte du déficit de la branche famille alors que le budget 2011 **a affecté une partie de la CSG, qui lui était attribuée, pour financer la dette sociale** ! Autrement dit, on prive la famille de ses ressources et on explique ensuite qu'il n'y a plus d'argent pour financer des réformes utiles.

Le Parti socialiste proteste contre ces choix du gouvernement. L'allongement du congé paternité coûterait 250 millions d'euros. Le gouvernement préfère offrir 1 milliard d'euros aux Français les plus aisés en réformant l'ISF, plutôt qu'améliorer la situation de l'ensemble des familles.

Rappelons que depuis 2007, rien n'a été tenté pour lutter contre la pauvreté qui touche 2 millions d'enfants. Et il y a toujours deux tiers des enfants de moins de trois ans qui sont gardés par un proche, le plus souvent leur mère, faute de mode de garde.

Cette inaction, en plus d'aggraver considérablement les difficultés des familles, met la France en contradiction avec les engagements européens. L'allongement du congé maternité à 20 semaines a été décidé en octobre 2010 par le Parlement européen. Il est exclu en France pour ces raisons budgétaires.

Nous nous engageons, dans le cadre du Projet pour 2012, à réformer les congés familiaux et à créer un véritable service public de la petite enfance pour assurer l'éveil des tout-petits et faciliter l'articulation entre les vies professionnelle et familiale.